

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association ENVIE AUTONOMIE ILE DE FRANCE

14 rue de la Perdrix
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE

N° SIREN: 903 736 171

Ce rapport contient 24 pages

Association ENVIE AUTONOMIE ILE DE FRANCE

14 rue de la Perdrix
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE

N° SIREN : 903 736 171

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**A l'assemblée générale de l'association ENVIE
AUTONOMIE ILE DE FRANCE**

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ENVIE AUTONOMIE ILE DE FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Nous précisons que votre association n'était pas tenue précédemment de désigner un Commissaire aux Comptes, les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques de l'annexe » des comptes annuels.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués [le cas échéant : et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Amiens, le 09 octobre 2025,

Le Commissaire aux Comptes,

Endrix HDF
M. Jean-François ELAUD



Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL				
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations corporelles	Inst.techniques, mat.out.industriels	469 272	113 093	356 179	386 520
Immobilisations corporelles en cours					-3 678	
Avances et acomptes						
TOTAL		469 272	113 093	356 179	382 842	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	34 748		34 748	33 213	
TOTAL		34 748		34 748	33 213	
Total I		504 021	113 093	390 928	416 055	
Actif circulant	Stocks et en cours		103 639		103 639	98 683
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	161 312		161 312	111 483
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	417 529		417 529	439 021
		TOTAL	578 841		578 841	550 505
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	171 027		171 027	72 452
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		486		486	43 179	
Total II		853 994		853 994	764 820	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 358 016	113 093	1 244 922	1 180 876	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				33 213	

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	12 357	-1 040
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	31 688	13 397
	Situation nette (sous-total)	44 045	12 357
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	350 834	330 388
	Provisions réglementées		
Total I		394 880	342 746
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	40 000	
Total II		40 000	
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	277 486	342 853
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 201	110 307
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	57 877	74 510
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	52 143	5 459
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	332 333	305 000
Total IV		810 042	838 130
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 244 922	1 180 876
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		10 000
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	186 711	164 992
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	98 865	24 735
	<i>dont parrainages</i>	547	10 963
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	494 324	403 097
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	268 236	59 834
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	301	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	58 769	126 999
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		1 107 209	789 659
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	60 349	54 887
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	457 668	288 489
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	22 194	18 539
	Salaires et traitements	337 193	302 470
	Charges sociales	75 286	67 161
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	59 382	32 883
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	40 000	
	Autres charges	19 940	11 498
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 072 015	775 930
1. Résultat d'exploitation (I-II)		35 193	13 728

ENVIE AUTONOMIE ILE-DE-FRANCE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)			
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		35 193	13 728
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 500	330
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 500	330
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-1 500	-330
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		2 005	
Total des produits (I + III + V)		1 107 209	789 659
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 075 520	776 261
EXCÉDENT OU DÉFICIT		31 688	13 397
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

ENVIE AUTONOMIE

ILE DE FRANCE

**Annexe aux comptes annuels de
l'exercice clos le
31 décembre 2024
Montants exprimés en EUR**

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changements de méthode comptable	6
4.1.2	Changements de présentation	6
4.2	Principales méthodes comptables	6
4.2.1	Présentation des comptes	6
4.2.2	Corrections d'erreurs	6
5	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	7
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
5.1.3	Immobilisations corporelles	8
5.1.4	Immobilisations financières	8
5.2	Actif circulant	9
5.2.1	Stocks et en cours	9
5.2.2	Etat des créances	9
5.2.3	Charges constatées d'avance	9
5.3	Fonds propres	10
5.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
5.3.2	Subventions d'investissement	10
5.4	Fonds dédiés	10
5.5	Dettes	11

5.5.1	Etat des dettes	11
5.5.2	Charges à payer	11
5.5.3	Produits constatés d'avance	11
5.6	Compte de résultat	12
5.7	Honoraires des commissaires aux comptes	12
5.8	Etat des ressources provenant de l'étranger	12
6	Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	13
6.1	Engagements financiers donnés et reçus	13
6.2	Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)	13
6.3	Engagements pris en matière de crédit-bail	13
7	Informations relatives à l'effectif	14

1 Objet social

L'objet social de l'entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association œuvre à la mise en place d'une filière d'économie sociale et circulaire autour du matériel médical. Elle a pour objet de :

- Créer, par le parcours d'accompagnement proposé, des emplois qualifiants, particulièrement pour les personnes en rupture avec le monde du travail et favoriser leur insertion par l'activité économique,
- Proposer une offre complémentaire au système de santé, qui soit financièrement accessible à tous, et notamment aux personnes défavorisées par un reste à charge entravant leur possibilité d'équipement en aides techniques,
- Agir en faveur de l'allongement de la durée d'usage des aides techniques,
- Développer des dynamiques de territoire avec les acteurs sociaux, de la santé, du handicap, et de l'emploi,
- Limiter la production de déchets, grâce au travail de revalorisation réalisé, et à la promotion de l'économie circulaire comme pilier central de son activité.

Plus généralement, en France comme à l'étranger, de réaliser toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets listés ci-dessus, ou tout autre objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les activités de l'entité sont décrites ainsi dans les statuts :

- La collecte auprès de professionnels et particuliers, des aides techniques qui ne sont plus utilisées (fauteuil roulant manuel et électrique, lit médicalisé, matériel de transfert, tout matériel d'aide aux soins, à la toilette, à la mobilité, de soutien à la vie...).
- Le tri des aides techniques en vue d'une remise en état des pièces pouvant être réemployées, et la réorientation de celles qui ne pourraient être reconditionnées vers les bonnes filières de déchets.
- La remise en bon état d'usage des aides techniques, dans le cadre d'un processus de qualité respectueux de la conformité réglementaire du dispositif médical,
- La distribution soit par la location (conventionnement avec les CPAM en qualité de Prestataire de Service et Distributeur de Matériel – PSDM), soit par la vente à prix solidaire.
- La maintenance, la réparation et services proposés aux établissements et aux particuliers pour allonger la durée d'utilisation des aides techniques quand cela est possible.
- Toute autre activité répondant à l'objet de l'Association.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Les décrets relatifs à la loi de finance 2020 de la Sécurité Sociale pour la prise en charge des aides techniques remises en bon état d'usage (RBEU) ont été publiés en mars 2025 ce qui va avoir un impact fort sur le développement de l'activité du réseau.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

4.1.1 Changements de méthode comptable

L'entité n'a effectué aucun changement de méthode ayant un impact significatif.

4.1.2 Changements de présentation

L'entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.2 Principales méthodes comptables

4.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

4.2.2 Corrections d'erreurs

L'entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

5.1 Actif immobilisé

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Frais d'établissement	-			-
Autres immobilisations incorporelles	-			-
Total Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Terrains	-			-
Constructions	-			-
Install. techniques, matériel, outillage	440 231	29 041		469 272
Immobilisations corporelles en cours	- 3 678	3 678		-
Total Immobilisations corporelles	436 553	32 719	0	469 272
Total	436 553	32 719	0	469 272

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotation de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	-			-
Autres immobilisations incorporelles	-			-
Total Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Terrains	-			-
Constructions	-			-
Install. techniques, matériel, outillage	53 710	59 382		113 093
Total Immobilisations corporelles	53 710	59 382	0	113 093
Total	53 710	59 382	0	113 093

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Concessions, brevets droits similaires	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 ans
Installations industrielles	Linéaire	5 ans
Maériels et outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 5 ans

5.1.3 Immobilisations corporelles

5.1.3.1 Principaux mouvements

Les principaux mouvements concernent l'achat de matériel informatique pour 6 464€ et des travaux d'aménagement pour 22 577€.

5.1.4 Immobilisations financières

Situations et mouvements	01/01/2024	+	-	31/12/2024
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Participations	-			-
Créances rattachées à des participations	-			-
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières	33 213	1 535		34 748
Total Immobilisations financières	33 213	1 535	0	34 748
Total	33 213	1 535	0	34 748

5.2 Actif circulant

5.2.1 Stocks et en cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du coût moyen unitaire pondéré" (CMUP).

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Catégories de stocks	Valeur brute au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/2024
Stocks de produits finis	98 683	4 956		103 639
Total	98 683	4 956		103 639

Aucune dépréciation n'a été constatée sur les stocks au 31/12/2024.

5.2.2 Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	34 748	0	34 748
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres	34 748		34 748
Créances de l'actif circulant	579 327	579 327	0
Créances clients et comptes rattachés	161 312	161 312	
Autres créances	417 529	417 529	
Charges constatées d'avance	486	486	
Total	614 075	579 327	34 748

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

5.2.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 486€ et concernant des charges d'exploitation.

5.3 Fonds propres

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Situations et mouvements	01/01/2024		+	-	31/12/2024
Rubriques	Valeur à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Valeur à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves pour projet associatif					
Report à nouveau	- 1 040	13 397			12 357
Excédent ou déficit de l'exercice	13 397	- 13 397	31 688		31 688
Situation nette	12 357	0	31 688	0	44 045
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	330 388		70 446	50 000	350 834
Provisions réglementées					
Total	342 746	0	102 135	50 000	394 880

5.3.2 Subventions d'investissement

Situations et mouvements	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Rubriques	01/01/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Montant nominal :	400 485	70 446		470 931
Quotes-parts virées au résultat :	- 70 097		- 50 000	- 120 097
Montant net en fonds propres	330 388	70 446	-50 000	350 834

5.4 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		A la clôture de l'exercice	
			Augmentation : dotation de l'exercice	Diminution : reprise de l'exercice	Montant total	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation :						
Fonds dédiés Conseil Dept 93	-	-	40 000		40 000	0
Total	0	0	40 000	0	40 000	0

5.5 Dettes

5.5.1 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	277 486	277 486		
Dettes fournisseurs	90 201	90 201		
Dettes fiscales et sociales	57 877	57 877		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Autres dettes	52 143	52 143		
Produits constatés d'avance	332 333	332 333		
Total	810 042	810 042	0	0

5.5.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant brut
Factures non parvenues	59 321
Dettes fiscales et sociales (correspondant à la provision pour congés payés)	26 174
Autres dettes fiscales et sociales	333
Total	85 828

5.5.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 332 333€ et concernant des produits d'exploitation.

5.6 Compte de résultat

Montants	2024	2023
Cotisations	0	10 000
Ventes de biens et services	285 576	189 727
Concours publics et subventions d'exploitation	494 324	403 097
Ressources liées à la générosité du public	268 236	59 834
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	301	0
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	58 769	126 999
Total	1 107 209	789 659

5.7 Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant TTC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 280 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	
Honoraires totaux	5 280 €

5.8 Etat des ressources provenant de l'étranger

L'entité n'a pas reçu de ressources provenant de l'étranger sur l'exercice.

6 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Engagements financiers donnés et reçus

Néant.

6.2 Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

L'entité ne provisionne pas ses engagements suivants dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le montant notre engagement total correspondant s'élève respectivement à 3 460€ au 31 décembre 2024.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 65 ans
- Taux d'actualisation : 3,42%
- Taux de charges sociales : 40%

6.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

L'entité a pris un engagement en matière de crédit-bail pour un véhicule, dont les dépenses s'élèvent à 24K€ en 2024.

7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié se décompose ainsi, par catégorie :

Catégorie	Personnel salarié
Cadres	1,8
Employés	5,1
Ouvriers	5,1
Apprentis	0,7
Total	12,7